

ARRETE DU MAIRE

N° 2023-335

POLICE MUNICIPALE

Réf.: CD/JMB

Objet : Venue BOUZAR Yanis en Mairie le 23 Novembre 2023 – Stationnement Parking Mairie et Parking Chapelle

Le Maire de la Commune de Châteaurenard,

Vu les articles L 2212-1, L 2212-2 et L 2213-1 à L 2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du Maire N°2021-243 du 06 Décembre 2021 accordant délégation de fonction à M. CHAUVET Eric, 2^{ème} Adjoint au Maire pour la Sécurité – Prévention

Vu les articles L325-1 à L325-13, L 411-1 à L411-8, R110-1 et suivants, R 411- 5, R 411-8, R 411-25 à R 411-28 et R 417-10 du Code de la Route,

Vu l'article L113-1 du Code de la Voirie Routière,

Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - Huitième partie - signalisation temporaire) - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu la demande formulée par le Secrétariat de la Préfecture de Police des Bouches-du Rhône, en vue de la venue en Mairie de M. Yanis BOUZAR, Sous-Préfet, directeur de Cabinet Adjoint de la Préfecture de Police des Bouches-du-Rhône, le jeudi 23 Novembre 2023,

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer le stationnement et la circulation des véhicules,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 :

Le stationnement sera interdit à tous les véhicules **Parking de la Mairie**, sur un emplacement situé devant le parvis de la Mairie et **Parking Chapelle** sur un emplacement et réservé à M.BOUZAR:

➤ **Le Jeudi 23 Novembre 2023 de 15h00 à 22h00.**

ARTICLE 2 :

Les Services Techniques Municipaux seront chargés de mettre en place et enlever la signalisation et déviations provisoires réglementaires adéquates.

ARTICLE 3 :

Les véhicules des usagers contrevenant à ces dispositions feront l'objet d'une verbalisation suivie de mise en fourrière sans préavis.

Les véhicules de secours, d'urgence ou d'intervention ne sont pas concernés par l'ensemble des prescriptions énoncées dans le présent acte.

.../...

ARTICLE 4 : Recours

Conformément aux articles R421-1 et R421-5 du Code de Justice Administrative, la présente décision est susceptible de recours administratif auprès de Monsieur le Maire ou de recours contentieux devant le Tribunal administratif territorialement compétent, directement par courrier ou par l'application informatique « Télérecours Citoyens » via le site internet www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de sa publication, notification et transmission en Préfecture.

ARTICLE 5 :

Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Responsable de la Police Municipale et Messieurs les Commandants de la Brigade de Gendarmerie et du P.S.I.G sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- Monsieur le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,
- Service Communication – Événementiel,

Châteaurenard, le 21 Novembre 2023

Marcel MARTEL

Maire de Châteaurenard



21 NOV. 2023

- - *Date de mise en ligne sur le site internet* :
- (Minimum publication = 2 mois)*
- Ou date de notification* :
- *Date de transmission du contrôle de légalité* :
- (le cas échéant)*